

**Les systèmes de valeurs orientant nos décisions :
économie, éducation et pédagogie, médecine et santé**
Séminaire interdisciplinaire d'éthique coorganisé par l'Institut Kurt Bösch, le
Département interfacultaire d'éthique (ERIE) de l'Université de Lausanne et
Les Sciences de l'éducation de l'Université de Neuchâtel
Sion 20-22 mars 1997

Conclusion générale au Séminaire par M. Gilbert Hottois

¹SYNTHÈSE ET CONCLUSION

IDÉAL ÉTHIQUE ET MODÈLE ÉCONOMIQUE

Gilbert Hottois

Université Libre de Bruxelles

Mon premier sentiment et ma première conclusion¹ sont la satisfaction intellectuelle de clore deux journées extrêmement denses et riches, authentiquement multi- ou interdisciplinaires, qui nous ont appris beaucoup, particulièrement en manières d'approcher, dans nos sociétés complexes, les questions à dimensions éthiques.

Mais j'ai aussi le sentiment d'une certaine perplexité, proche de la frustration, qu'il conviendra d'analyser. Elle concerne le thème explicite du séminaire et la demande de transdisciplinarité.

Le sujet de ces journées était la question « des systèmes de valeurs orientant nos décisions » et, comme l'avait précisé le Professeur Denis Müller lors de sa présentation, la réflexion éthique était ainsi invitée à fonctionner d'une manière transdisciplinaire à travers les différents champs abordés : le système économique, le système scolaire, le système médical.

Certes, la réflexion morale et les aperçus éthiques n'ont pas été absents des exposés et des discussions, mais le phénomène dominant, tel que je l'ai perçu, est qu'il sont restés un parent plutôt pauvre, quémandeur de reconnaissance et de légitimité, et certainement pas le grand référentiel unitaire, ferme, universel et transversal que l'on espérait voir se dégager ou se construire. L'éthique n'est pas apparue comme le référent méthodique qui aurait permis d'évaluer et de finaliser les autres champs : médecine, pédagogie, économie.

Est-ce à dire que nous avons mal fait notre travail ? Je ne le crois pas. Je pense que nous avons simplement mis en évidence ce que nous savions d'ailleurs, mais sans toujours l'avouer aussi explicitement : entre les idéaux, les valeurs et les normes éthiques d'une part, et nos

¹ Ce texte a été conçu "à chaud", durant la matinée de la dernière journée et donc sans aucune distance. Il offre, au mieux, une sorte de photographie à grands traits, dont le photographe n'est évidemment pas absent.

pratiques et décisions d'autre part, s'interpose le réel, qui résiste. Ce réel a revêtu ici une forme concrète bien déterminée : *l'économie*.

Car, paradoxalement, c'est d'un bout à l'autre de ces journées, l'économie – un certain paradigme économique néo-libéral – qui s'est imposé comme le seul référentiel *de facto, sinon de jure*, commun : un paradigme et une méthode nettement précisés, quasiment formalisés. Bref, c'est le modèle économique qui s'est mis à fonctionner, transversalement et normativement, permettant d'évaluer non seulement ce qui se passe dans son champ traditionnel propre (la gestion des entreprises), mais aussi dans les autres champs (la gestion de la santé et de la médecine, la gestion de l'éducation et de l'école).

Spontanément, une réorganisation du système a eu lieu : il y avait un point de vue *voulu* comme transversal et dominant (l'éthique) à appliquer à trois objets (économie, médecine, pédagogie) ; or, voilà qu'un de ces objets s'est révolté, a détrôné le « père » éthique pour venir occuper sa place dominante. Nous avons assisté à une sorte de parricide, ou du moins de prise du pouvoir qui a mis l'éthique – la dimension morale comme telle – en question. Je veux dire : c'est non telle ou telle valeur qui a été contestée ou ébranlée, mais le rôle ou la valeur de l'éthique comme telle dans notre société. Nous avons même eu souvent l'impression que c'est la perspective économique, rappelant la réalité, qui invitait, voire forçait, à réintroduire dans certains secteurs une sorte de morale en condamnant l'incompétence (contraire au devoir), le gaspillage, le défaut de coopération, etc. Cela m'a fait songer à cet article, entrevu voici quelques semaines, où un économiste écrivait qu'on allait enfin pouvoir calculer le coût économique présenté par le défaut de comportement éthique (probité, véridicité, collaboration...) dans les entreprises, et que dès lors l'éthique allait enfin pouvoir devenir une discipline technoscientifique sérieuse, quantifiable : une réalité².

Il serait cependant tout à fait abusif, à mon sens, de penser que l'économie est la seule source du malaise des morales et de la crise de l'éthique.

Le multiculturalisme croissant de nos sociétés (avec sa conséquence : le pluralisme), les très nombreuses critiques philosophiques (certes, implicitement appuyées par l'idéologie libérale du Marché) dirigées contre les fondamentalismes, intégrismes et autres axiologies et systèmes normatifs absolus et immuables, ont beaucoup contribué à la dislocation de tout référentiel éthique commun et stable à partir duquel juger avec quelque assurance. Cette évolution a fortement aidé à la privatisation – individualisation ou communautarisation – des morales. Elle a ménagé bien des espaces de libertés et elle constitue, en soi, une richesse. Mais cette pluralisation, pour ne pas dire « atomisation », suscite aussi de grandes difficultés dès lors qu'il s'agit de prendre des décisions au sujet de problèmes dont la nature même est collective, relative à l'ensemble de la société : telles la santé ou l'école publique, telles aussi les institutions juridiques, économiques et politiques.

C'est à leur égard que le défaut de référentiel moral suffisamment stable et commun se fait le plus cruellement sentir. C'est dans ce défaut que s'engouffrent ceux qui disposent d'un référentiel et d'une méthode susceptibles d'évaluer, au sens de mesurer, et donc de poser des jugements dits « de qualité » et de repérer ce qu'il convient de faire pour améliorer les systèmes, mais toujours suivant une certaine perspective : efficacité, rendement, production ... C'est l'approche économiste.

L'opérativité de l'économisme fonctionnant transdisciplinairement et normativement n'a pas été sans susciter, au cours de ces journées, de nombreuses inquiétudes et résistances.

Beaucoup se sont sentis très profanes et confrontés à un savoir et à des réalités très ésotériques : le dieu Marché, avec la méta-scène très spéculative de la bourse, des obligations et des changes, à laquelle le² commun des mortels n'a pas d'accès et dont le fonctionnement sophistiqué suit des voies impénétrables devant lesquelles l'individu n'éprouve que son impuissance. Perplexité, inquiétude et agressivité aussi à l'égard des acteurs-opérateurs capables d'intervenir effectivement dans le jeu divin selon des règles risquées qu'ils sont seuls à connaître. D'autant plus que ces acteurs-opérateurs puissants sont produits par la somme des acteurs individuels sans capacité (le commun des citoyens), « produits » mais non délégués, ni élus ni représentatifs.

Questions encore quant au sens du processus de la globalisation-mondialisation, si tant est que la question du sens et de la finalité ait encore une pertinence dès lors qu'il s'agirait d'un Méga-Jeu, réservé à quelques-uns et aux frais de tous les autres. Qu'est-ce que cette histoire de la mondialisation, si elle est autre chose qu'un fait-processus gigantesque qui a cristallisé suite à une convergence de facteurs historiques plus ou moins contingents et qui, aujourd'hui, fonctionne mécaniquement et s'étend fatalement ? Car les économistes nous ont dit aussi qu'un État qui entreprend, pour des raisons sociales-morales et avec les meilleures motivations éthiques (secourir le misérable, rétablir localement la justice et l'équité, protéger le vulnérable...) d'infléchir le jeu dans un sens contraire aux règles se voit aussitôt sanctionné par le Marché et engendre encore plus de dégâts sociaux que s'il avait laissé faire. L'enfer économique semble ainsi pavé d'un nombre incalculable de bonnes intentions.

Sans pouvoir développer ici cette question. on se demande si la seule issue à cette situation ne serait pas l'institution d'un État Mondial. En l'absence de celui-ci, le méta-niveau ultime – là où l'Histoire a lieu et sanctionne sans autre Tribunal Suprême – est le Marché, car seul celui-ci paraît global. Les États nationaux sont impuissants à intervenir, de manière significative et positive, dans le Méta-jeu qui les surplombe, les englobe et les transcende tout à la fois. Mais peut-être le Marché mondial est-il le seul – ou le meilleur – moyen d'engendrer cet État mondial, et de rejoindre les idéaux éthiques de la Modernité, au terme d'un très long détour qui ne serait qu'une « ruse de la Raison ». Nous ne le savons pas évidemment. Cette utopie ou cet espoir ne soulagent pas aujourd'hui les innombrables désastres humains et naturels causés par le processus en cours et dont on voudrait qu'il soit mieux accompagné et contrôlé d'ores et déjà.

Toujours plus ou moins directement associés à la transversalité de l'économie, nous avons vu apparaître à propos des deux autres thèmes - École et Médecine - quelques analogies de problématique. Le problème de l'articulation du privé et du public notamment, avec sous l'effet de la limitation libérale de l'État, une tendance nette vers l'extension de la privatisation. Problème suscitant des interrogations concernant la portée de la solidarité sociale dans le domaine de la santé, mais, aussi et en général, la perpétuation ou la reconstitution d'un sens commun de la société et l'intégration des individus dans une société-nation déterminée, qui était la mission de l'École.

² "Poser la question de l'éthique en termes de coût revient enfin à reconnaître à celle-ci une dimension économique et à lui donner une existence concrète." P. Ponthier, "Le coût de la non-éthique", in *Entreprise éthique*, N°5, 1997.

Problème des priorités, au sein d'un monde aux ressources limitées, se posant en des termes différents mais analogues, à propos de l'École et de la Santé. Avec la contrainte, certes proprement éthique mais encore une fois largement imposée par l'économie, selon laquelle il est indispensable de juger et de choisir. Pour une institution ou une société donnée, l'avenir dépendra de plus en plus de la qualité (information, gestion, décision) des choix qui auront été faits.

Problème des nombreux dysfonctionnements, mis en évidence également, par exemple, dans le système hospitalier par les responsables et les professionnels de la santé, et dans le système scolaire par les responsables de l'éducation. Dysfonctionnements sans doute devenus plus apparents à cause des contraintes économiques qui les tolèrent moins bien, mais certainement dus aussi au pluralisme éthique sous-jacent des acteurs qui font que, les mêmes valeurs, présupposés ou idéaux sociaux et éducatifs n'étant pas partagés, la coopération efficace va beaucoup moins de soi que là où il y avait un but commun universellement mobilisateur.

* * *

Dans la seconde partie de cette réflexion en forme de synthèse et de conclusion, j'aimerais reprendre chaque module thématique et tenter d'en faire saillir le ou les points les plus importants de mon point de vue.

Je ne reviendrai pas sur ma propre présentation introductive ("L'éthique entre la lutte contre et la gestion de la finitude") qui, rétroactivement, me paraît plutôt confortée par les exposés et débats subséquents, dans la mesure où, en particulier, le paradigme économique et de la mondialisation y était thématiqué et aussi mis en question dans une perspective philosophique, ouverte même sur la théologie, manifestant les limites ou le défaut de l'économisme en dépit de sa puissance.

Le module économique a occupé, *de facto*, une place géante dans l'ensemble des débats. J'ai eu, cependant, dans une large mesure, le sentiment d'un dialogue de sourds dont l'origine paraît parmi certaines des considérations qui suivent.

– *Le malentendu entre éthique et déontologie*. Une déontologie est une éthique professionnelle soucieuse du bon fonctionnement d'une activité suivant les finalités propres de celle-ci. Le médecin, l'ingénieur, le banquier,... ont leur déontologie. De ce point de vue, les exposés qui nous ont été proposés par les économistes et financiers étaient irréprochables. Mais il ne leur était pas possible – ou possible seulement dans une mesure très congrue – de recevoir des critiques globales adressées de l'extérieur et concernant non la pertinence des règles déontologiques et la compétence financière, mais le système lui-même par rapport auquel cette déontologie et cette compétence ont un sens. C'eût été leur demander de scier la branche sur laquelle ils étaient assis (en compagnie d'ailleurs – ne soyons pas hypocrites – de beaucoup de nos concitoyens, dans la mesure où nous ne vivons pas si mal). Les problèmes globaux sont les problèmes de tous. Mais afin de pouvoir les mesurer et les traiter plus efficacement, peut-être faudrait-il d'abord que nous soyons tous mieux informés des mécanismes de l'économie.

– Un deuxième point frappant est *l'assurance économiste*. Il faudrait en examiner précisément les fondements. Il y a, d'une part, une affirmation de scientificité positive : il

existe des lois économiques et il est possible de les connaître. Mais il y a aussi, d'autre part, un import considérable de croyances. Les lois économiques ne fonctionnent que parce qu'inconsciemment les hommes réagissent ainsi, parce qu'ils y croient même sans les connaître consciemment, parce qu'ils ont été aussi conditionnés à respecter les institutions (inventions et constructions humaines et non naturelles) qui forment la « réalité » au sein de laquelle ces lois fonctionnent. Cette constatation entraîne à supposer que si le savoir des institutions et des lois économiques se répandait, une possibilité s'ouvrirait peut-être aussi de les infléchir efficacement et volontairement. Les lois économiques n'existent que du fait des acteurs individuel. Si ceux-ci prennent conscience du mécanisme de leurs actions, ils pourront décider de celles-ci au lieu de réagir mécaniquement. Largement construite par les hommes, la légalité économique n'est pas une fatalité. Mais pour qu'elle devienne perméable à la liberté, il faut que le savoir et la conscience économiques s'étendent. Marx ne disait rien d'autre, et, bien sûr, notre savoir devrait tenir compte de son savoir et de ses erreurs. – À côté de l'aspect scientifique de l'économie, l'on est aussi frappé par une dimension plus ou moins religieuse. Le style dogmatique et doctrinaire de certains exposés et illustrations, l'ésotérisme du Marché réservé à quelques grands prêtres opérateurs, le phénomène dit de la « pensée unique », mais évidemment aussi l'histoire des profondes alliances et complicités entre l'économie capitaliste et la religion (protestante, en particulier), invitent à cette perception. Max Weber, « l'anti-Marx », a exemplairement analysé cette dimension religieuse du capitalisme moderne naissant.

– Un autre point tient dans les liens entre économie globalisée et technique ou technoscience globalisante, spécialement par le truchement de l'informatisation réticulaire rendant effectives la communication et la réaction instantanées et continues à l'échelle planétaire. Cette alliance de la puissance technologique et de la puissance financière n'est pas pour peu dans le sentiment de perte de contrôle des acteurs individuels sur leur propre destin et dans les tentations corrélatives des replis communautaires ou individualistes sur le local et l'éphémère, ou encore dans la recherche d'une permanence dans le traditionnel apparemment non affecté par la globalisation et la mobilisation généralisée. – Enfin, j'ai perçu une somme considérable d'agressivité contre le système dominant compris comme le système des plus forts au service des plus forts. Système darwinien qui nous fait souvenir que A. Smith et D. Ricardo sont de la même famille générale de pensée que Darwin, et que la pensée évolutionniste constitue pour la morale un séisme qui, le développement des biotechnologies aidant, est très loin d'avoir produit tous ses effets et d'avoir été digéré par les mentalités.

Le module consacré à l'École m'a immédiatement frappé par un contraste : l'absence de l'économie : non seulement de l'enseignement de l'économie, mais de la dimension économique, structurellement et historiquement, expulsée de l'École. La seconde question remarquable est celle de la représentation à l'École du pluralisme philosophique et religieux qui caractérise la société. Il y a deux sens au mot « culture » et à la fonction acculturante de l'École : enraciner et arracher. Certes, l'École ne peut pas ignorer ni mépriser le contexte historico-culturel qui l'enracine et qui constitue l'identité symbolique particulière du citoyen. Mais elle a aussi pour mission de propager une culture universelle qui arrache à cette particularité, ouvre à l'altérité, à l'évolution, à la tolérance et entraîne une certaine mobilisation et relativisation de l'identité symbolique enracinée.

Au sujet de l'articulation et de l'absence d'articulation entre l'École et l'économie, je reprends quelques points frappants.

– La disparité entre les fonctions symboliques déclarées de l'École et ses fonctions effectives de sélection, de certification, de préparation à la compétition. Ces aspects reflètent la réalité économique, ils sont bien connus mais en même temps *tus* ou, en tout cas, jamais réclamés dans le cadre des idéaux démocratiques.

– Les orateurs ont montré que l'École expulse l'économie. L'idéal éducationnel est non marchand. Cette situation est fort ancienne et elle remonte au moins à l'Antiquité grecque qui voyait le manuel, le producteur, l'artisan de l'économie, expulsé par le philosophe au nom d'un idéal théorique désintéressé, qui était aussi un idéal de classe. L'École bourgeoise des Humanités a seulement adapté une structure qui traverse l'Histoire.

– Le paradoxe supplémentaire est que cette Économie dont l'École ne voulait rien savoir la rattrape aujourd'hui, globalement et structurellement. Elle lui demande notamment une gestion plus efficace, à laquelle, bien sûr, beaucoup continuent de résister au nom des « vraies valeurs » qui ne sont pas économiques et qui n'ont cure d'économie.

– Avec, enfin, ce danger ou ce défi suprême, grâce auquel la boucle serait bouclée (mais dans quel sens ?): arriver à imposer comme une formation de base l'enseignement de la science économique. Chance ou risque suprême. Risque, parce que la boucle étant bouclée, cela signifierait que désormais le « vrai système » s'enseignerait, la doctrine de la nouvelle religion universelle serait inculquée dès le plus jeune âge. Mais aussi chance, car les nouvelles générations instruites de la science des lois et des technologies économiques cesseraient de les ressentir comme un destin inéluctable et incompréhensible, et conquerraient la faculté soit d'accepter la réalité ainsi régie soit d'entreprendre de la modifier en connaissance de cause.

Il me semble que les intervenants du *module consacré à la médecine et à la santé*, ne sont guère sortis du cadre général où nous avons d'une part, un système déjà ancien (ou, en tous cas, traditionnel) avec ses valeurs et coutumes, et, de l'autre, la rationalité économiste. Celle-ci est ressentie par les uns comme foncièrement destructrice des valeurs authentiques, et par les autres comme offrant la chance d'un changement, d'un progrès, de nouvelles libertés, à condition de prendre rapidement les bonnes décisions.

L'invocation de la morale et des valeurs a été particulièrement mise à l'épreuve par l'un des conférenciers qui, sans se référer expressément à M. Foucault, a tenu un discours très foucauldien, insistant sur les structures et les discontinuités, les indispensables ruptures, et soutenant la thèse selon laquelle toute la problématique éthique recouvre des rapports de force et des conflits de pouvoirs. Pouvoir, non de tel ou tel sujet conscient et volontaire, mais structures de pouvoir (institutions, codes, langages, systèmes de règles, habitudes...) occupées par des individus qui en sont moins les maîtres que les jouets et objets. Les individus retirent de ces postes et de l'exercice de fonctions dans des structures de pouvoir des satisfactions et des plaisirs, non dépourvus d'ambivalences.

S'ouvre ici un vaste débat qui n'a pas pu être développé : celui du structuralisme et de l'éthique. Mais ce qui me paraît sûr, c'est que si ces structures impersonnelles de pouvoir existent et nous gouvernent sans que nous en ayons conscience et sans que nous sachions selon quelles lois, la seule issue, la seule chance et le seul espoir humains résident dans la connaissance progressive de ces structures et de ces lois causales aveugles. A partir d'un tel savoir, il deviendra possible d'infléchir le jeu des structures et des enchaînements dans un sens voulu, conscient et librement choisi. C'est ainsi que l'homme a fait à propos des lois de la nature. Il devrait pouvoir en faire autant avec les lois économiques, si celles-ci existent comme

l'assurent les économistes. Le repérage d'une loi causale est, en principe, un gage de liberté : connaissant la cause d'un effet, on peut agir sur la cause pour en modifier ou supprimer l'effet. L'éthique et la responsabilité pourront alors être réaffirmées au terme du long détour par le savoir de toutes les contraintes causales ou quasi-causales qui font agir les individus et les collectivités à leur insu.

L'idéalisme et le réalisme sont éthiquement insatisfaisants. L'idéalisme est tenté d'ignorer le principe de réalité, de s'en tenir aux intentions et aux convictions : il échoue à changer les choses et risque même d'entraîner des souffrances supplémentaires. Le réalisme qui se contente de constater que factuellement les choses sont ainsi et s'en accommode (souvent d'ailleurs parce que la position que l'on occupe dans la situation factuelle n'est pas trop mauvaise) est fataliste et antérieur à la conscience éthique qui est contre-factuelle. *Mais il faut que la contre-factualité de l'éthique soit informée et éclairée afin de pouvoir être efficiente et progressive, afin de pouvoir changer les choses dans le sens du mieux et d'une manière responsable.*

Si les forces dominantes sont celles de l'économie et si leur cours nous paraît inacceptable, la réponse éthique ne consiste pas à nier cette domination ou à se révolter contre elle en un mouvement irrationnel et impuissant. La seule réaction éthique responsable me paraît être d'apprendre à mieux connaître la réalité et la science économiques, afin de se donner progressivement les moyens opératoires d'infléchir et de réguler les mécanismes dans le sens des idéaux éthiques.

La conclusion de ces journées qui auront été centrées autour du différend de l'éthique et de l'économie n'est pas pessimiste. Elle devrait nous permettre de vivre nos engagements éthiques en meilleure connaissance de cause, au détriment sans doute d'une certaine naïveté.